

Pays de la Loire « Remettre l'adhérent au cœur de l'action de Novabuild »

Entretien avec Matthieu Nédonchelle,
président de l'association Novabuild.

Comment Novabuild s'est-elle réorganisée après la fin du soutien financier de la région ?

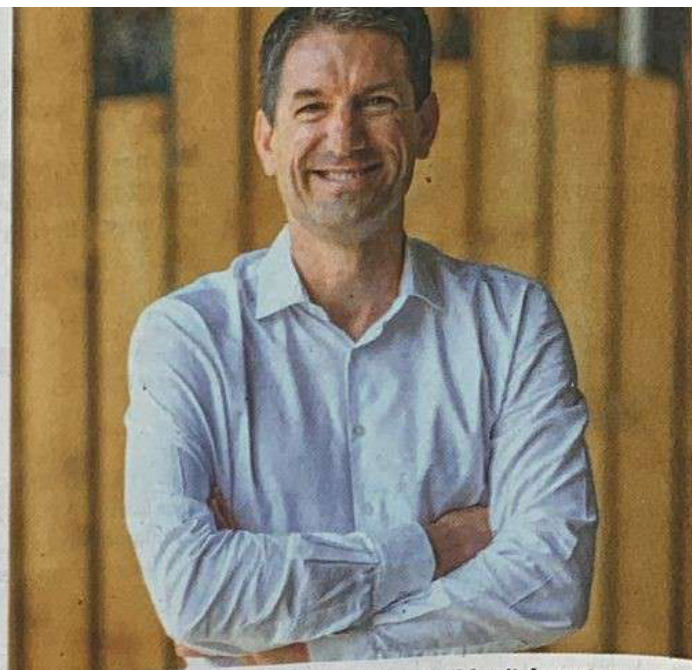
La région nous versait encore 160 000 € en 2024. La subvention a été divisée par deux en 2025, puis supprimée en 2026. La décision a été inattendue, mais nous avons eu la chance de disposer d'une année de transition. Nous avons donc réduit certaines charges de fonctionnement et revu notre organisation. Aujourd'hui, notre principal socle financier est constitué des cotisations des adhérents, qui représentent environ 225 000 € sur un budget de 600 000 €. Nous bénéficions aussi d'un soutien de l'Ademe [80 000 € par an jusqu'en 2027, NDLR] et de financements liés à des missions confiées par différents partenaires, comme Nantes Métropole ou l'ARS. Nous développons également des projets spécifiques avec des financements européens, comme Maestro (programme Life) avec l'USH, autour de la massification de la rénovation des logements sociaux ou encore PrecoFibs (soutenu par le Feder) pour la promotion de la construction biosourcée. Ce modèle est moins confortable qu'une subvention pérenne, mais il nous permet de rester très connectés aux besoins du terrain.

Cette évolution vous fait-elle passer d'une culture de la subvention à une logique de service ?

En partie, oui. Mais nous tenons à conserver un équilibre entre service aux adhérents et mission d'intérêt général. C'est un vrai sujet pour tous les centres de ressources du réseau bâtiment durable : comment continuer à porter des actions collectives si les financements publics diminuent ? Chez Novabuild, notre ADN repose justement sur cet équilibre. Les adhérents nous permettent de rester très proches des réalités opérationnelles, tandis que les financements publics soutiennent les actions d'intérêt général. L'objectif reste d'aider l'ensemble de la filière à progresser sur les enjeux environnementaux en tenant compte de la réalité économique.

Quelle est la feuille de route de la nouvelle gouvernance ?

Le conseil d'administration a été largement renouvelé en 2025, avec près de 50 candidats pour 22 sièges. Cela montre l'engagement des professionnels autour de l'association. Notre priorité est de remettre l'adhérent au cœur de l'action de Novabuild. Nous voulons davantage porter leurs problématiques et leurs besoins. Concrètement, notre feuille de route s'articule autour de trois axes : intensifier les coopérations locales (avec collectivités, fédérations, organismes de formation), intégrer davantage les dimensions économiques (banques, assureurs, soutenabilité des modèles) et passer d'une logique de simple valorisation des projets à un accompagnement plus direct des équipes de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre.



ROBERTO MONTANARI / L'ESPRESSO

Matthieu Nédonchelle souhaite que Novabuild soit davantage présent sur les questions d'aménagement.

Nous réfléchissons par exemple à déployer en Pays de la Loire la démarche Bâtiment durable, qui existe déjà dans d'autres régions. Elle consiste à réunir des professionnels pour challenger collectivement des projets à différentes étapes et améliorer leur performance environnementale, sociale et économique.

Souhaitez-vous aussi élargir le champ d'action de Novabuild ?

Oui. Nous avons parfois été perçus comme très centrés sur le bâtiment. Or, les enjeux environnementaux dépassent largement cette échelle. Nous développons donc davantage les questions d'aménagement : gestion de l'eau à la parcelle, préservation des sols, renaturation ou biodiversité. Cela suppose de renforcer les liens avec d'autres acteurs de la filière, notamment les paysagistes, les entreprises de travaux publics, qui évoluent de plus en plus vers des approches de génie écologique. Nous souhaitons également aborder plus frontalement la dimension économique des transitions car les acteurs de la filière sont aujourd'hui confrontés à une tension forte entre les ambitions environnementales et la soutenabilité économique des projets.

Vous allez aussi déménager sur l'île de Nantes. Que représente ce projet ?

C'est une perspective importante pour l'association. Nous étions à l'étroit dans nos locaux actuels et nous avons abandonné un premier projet de déménagement lorsque la subvention régionale a été supprimée. Finalement, nous allons rejoindre le projet immobilier Imago (1), sur l'île de Nantes. L'idée est de s'inscrire dans un lieu qui rassemble un écosystème d'acteurs de la construction et de la ville durable. Nous aimerions que cet espace devienne un lieu de rencontres et de démonstration du savoir-faire des adhérents, par exemple à travers un showroom. L'objectif reste toujours le même : favoriser les coopérations et l'intelligence collective pour faire évoluer les pratiques du secteur. ● Propos recueillis par J.-P. D.

(1) Un projet de la Samoa porté par Attyque Promotion et conçu par Magnum.